

Immigrés : le chant du cygne



L'immigration peut résoudre le dilemme démographique, si elle s'accompagne des bonnes mesures

Giovanni Peri

Les débats concernant l'immigration se concentrent souvent sur la culture, l'identité et l'économie. Dans des pays comme l'Australie, le Canada et les États-Unis, où de nombreux immigrés, y compris économiques, s'agrègent à la population active, le plaidoyer pour plus d'immigration s'appuie sur ses avantages économiques potentiels. Les études sur le sujet montrent que l'immigration ne réduit pas l'intensité capitaliste de l'économie, mais permet plutôt aux entreprises de se développer et aux investissements de s'ajuster tout en promouvant l'innovation et la croissance, surtout quand les immigrés accueillis sont très qualifiés. En outre, peu d'éléments laissent penser que l'immigration supprime des emplois ou pèse sur les salaires dans les pays d'accueil (voir, par exemple, Lewis et Peri, 2015 ; Peri, 2016).

Mais le débat sur l'immigration accorde souvent trop peu d'attention au talon d'Achille de l'hémisphère Nord : la démographie. Dans cette région du monde, la fécondité s'établit actuellement à 1,7 enfant, et elle a chuté vers 1980 au-dessous du seuil de remplacement, c'est-à-dire du niveau auquel une population se renouvelle. Par conséquent, la différence entre les naissances et les décès devrait se traduire par des baisses de populations et des hausses notables de l'âge moyen dans l'hémisphère Nord — deux évolutions susceptibles de bouleverser les marchés du travail, menacer la viabilité budgétaire des systèmes de retraite et ralentir la croissance économique si l'immigration nette ne compense pas les baisses.

Ces tendances historiques lourdes ont des conséquences inéluctables en termes démographiques. Entre 1950 et 2010, les populations riches de l'hémisphère Nord se sont accrues grâce à l'immigration nette et, depuis 1990,

l'immigration est la première source de croissance démographique de cette partie du monde : 80 % en Europe entre 2000 et 2018, contre 32 % en Amérique du Nord.

En résumé, seule l'immigration nette peut garantir la stabilité ou la croissance démographique dans les pays avancés vieillissants de l'hémisphère Nord. Mais nous devons pour cela promouvoir des politiques tournées vers l'avenir qui permettront l'accueil de nombreux immigrés et considérer leurs retombées à long terme au lieu de nous focaliser sur le calcul à court terme de leurs coûts (essentiellement politiques).

Les immigrés vont-ils se substituer aux autochtones ?

Même si ces grandes tendances paraissent indiquer que les migrations internationales contribuent fortement à réduire les disparités démographiques, on peut se demander si elles ont systématiquement pour effet de ralentir le déclin démographique dans l'hémisphère Nord. Autrement dit, les immigrés remplacent-ils les autochtones, dont le nombre recule ? À y regarder de plus près, il semble que non.

Pour que les migrations internationales compensent les tensions démographiques en faisant office de stabilisateur automatique, il faudrait que les habitants de pays jeunes connaissant une forte croissance démographique émigrent vers des pays vieillissants dont la population s'accroît lentement. Le graphique 1 illustre la corrélation entre le taux de fécondité en 2000 et les taux d'immigration nets enregistrés ensuite, de 2000 à 2019 (afflux net de personnes nées à l'étranger divisé par la population en 2000), dans 191 pays pour lesquels nous disposons de données. La taille de la bulle est proportionnelle à la



ILLUSTRATION : STOCK / AGGRAPHICS

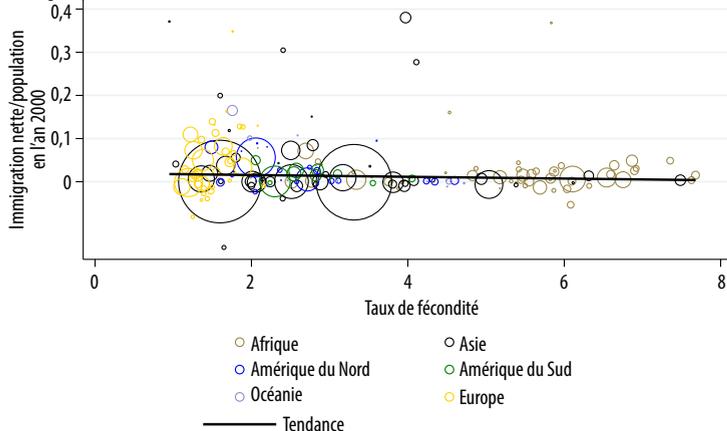


Graphique 1

Fécondité et immigration

Dans les pays à faible taux de fécondité en 2000, il n'y a pas eu de hausse du taux d'immigration au cours des vingt années suivantes.

(immigration nette, 2000–19, et taux de fécondité en 2000)



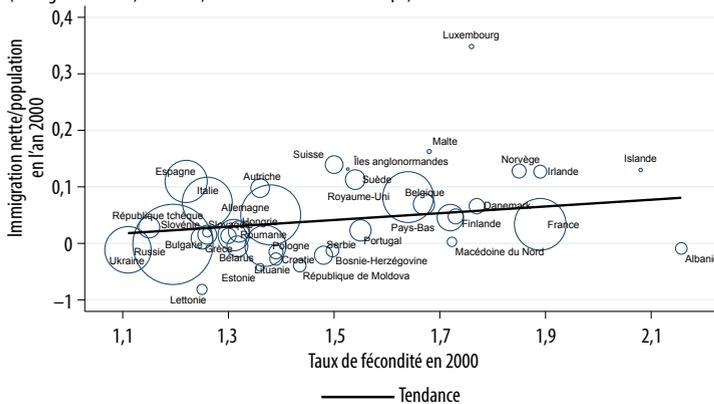
Source : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.

Graphique 2

L'Europe à la loupe

Plusieurs des pays affichant les taux de fécondité les plus bas avaient des taux d'immigration faibles entre 2000 et 2019.

(immigration nette, 2000–19, et taux de fécondité en Europe)



Source : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.

population du pays en 2000. Pour que les migrations agissent comme un stabilisateur automatique dans ces pays, il faudrait que la corrélation entre ces deux variables soit négative.

Or le graphique ne montre pas de corrélation du tout, ce qui signifie que les pays à faible taux de fécondité en 2000 n'ont pas vu augmenter leur taux d'immigration dans les deux décennies suivantes. L'immigration n'a donc pas contribué à équilibrer la croissance démographique dans le monde.

Le graphique 2 s'intéresse plus particulièrement aux pays européens, parmi lesquels figurent certains des pays les plus riches et les moins féconds de la planète. Même dans ce cas, la relation entre fécondité et immigration est inexistante, voire positive. Le graphique montre que plusieurs des pays dont la fécondité est parmi les plus basses (Europe de l'Est et du Sud, principalement) avaient de faibles taux d'immigration. Certains de ces pays, tels que la Hongrie et la Pologne, ont élu dernièrement des gouvernements résolument hostiles aux immigrés. Il est évident que dans les pays riches du Nord la baisse des taux de fécondité n'est pas en soi un facteur favorisant une hausse de l'immigration. Dans la région du monde où les taux de fécondité sont les plus élevés, en Afrique, il n'y a pas non plus de corrélation entre fécondité et taux d'immigration.

À l'échelle d'un pays, rien ne paraît donc indiquer que les flux migratoires contribuent à stabiliser la population. En l'absence de politiques prospectives, en effet, il n'y a pas de mécanisme évident par lequel les sociétés vieillissantes — qui commencent à stagner sur le plan économique, sont moins innovantes et redoutent éventuellement les changements apportés par les migrants — attireront plus d'immigrés. Par conséquent, l'immigration ne résoudra pas automatiquement le dilemme démographique dans l'hémisphère Nord : les politiques économiques devront y contribuer activement.

Avantages économiques

L'arrivée d'immigrés dans les pays à la population déclinante permettrait non seulement d'éviter la dépopulation, mais aurait aussi un effet bénéfique sur la structure par âge des pays d'accueil. Les migrants sont généralement plus jeunes que les personnes nées dans le pays. Par rapport à ces dernières, une proportion plus forte d'immigrés sont en âge de travailler. Les nouveaux arrivants font donc croître le nombre des actifs, contrant le déclin naturel observé dans les pays avancés du Nord, où les jeunes qui entrent dans l'emploi sont moins nombreux que les personnes plus âgées qui en sortent.

De même, une proportion plus élevée d'immigrés en âge de travailler peut abaisser le rapport de dépendance des personnes âgées, c'est-à-dire le nombre de personnes de plus de 65 ans divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans. En augmentation rapide dans les pays avancés, ce rapport est passé de 0,126 en 1950 à 0,223 en 2018 aux États-Unis et de 0,9 en 1960 à 0,46 en 2018 au Japon.

Il est en outre de plus en plus difficile de conserver les régimes de retraite par répartition dans ces pays qui vieillissent rapidement et où, en l'espace de quelques

décennies, le nombre d'actifs par retraité est passé de 10 à tout juste 3 ou 4. Une augmentation de l'immigration, en particulier dans les pays dont la population vieillit rapidement, contribuerait à ralentir la progression du rapport de dépendance des personnes âgées. Les immigrés vieilliront eux aussi, mais un afflux notable de jeunes en âge de travailler pendant les années où le déclin de la population autochtone sera le plus prononcé sera le gage d'une transition plus progressive et mieux gérable.

Comme ceux qui émigrent sont généralement jeunes, plusieurs études ont conclu que leur contribution budgétaire sur toute une vie était positive. (Orrenius, 2017). Clairement, cet effet budgétaire net positif dépend de la capacité des immigrés à s'intégrer sur le marché du travail et offrir des compétences recherchées. Mais ils peuvent réellement améliorer l'équilibre budgétaire du pays qui les reçoit. Aux États-Unis, par exemple, où les immigrés affichent des taux d'emploi et, souvent, des niveaux d'études élevés, la contribution budgétaire cumulée tout au long de la vie d'un immigré arrivé ces dix dernières années a été estimée en moyenne à 173 000 dollars.

Les immigrés soutiennent aussi la démographie des pays avancés, car leur fécondité est supérieure à celle de la population d'accueil. Aux États-Unis, la fécondité cumulée des non-immigrés était de 1,76 enfant par femme en 2017, contre 2,18 chez les immigrés. La présence des immigrés aide à maintenir la fécondité américaine plus près du seuil de remplacement.

Du point de vue des pays du Sud, des politiques autorisant une émigration plus importante vers le Nord permettraient d'atténuer les pressions démographiques liées à une fécondité élevée. Bien que l'émigration des plus qualifiés (ou « fuite des cerveaux ») puisse avoir des effets négatifs dans les pays de départ, plusieurs études montrent que les envois de fonds, les migrations de retour et l'importation de cerveaux sont autant de vecteurs d'effets potentiellement bénéfiques. D'après les chercheurs, les taux d'émigration les plus élevés sont observés dans les pays à revenu intermédiaire, et non dans les plus pauvres. Les populations contraintes de lutter pour leur survie n'ont même pas de quoi financer leur départ ou s'informer sur les perspectives liées à l'émigration. Il est donc probable qu'une immigration accrue vers les pays du Nord avantagerait les pays à revenu intermédiaire, dont les habitants sont plus susceptibles de tirer parti des possibilités offertes par l'émigration.

Bien vieillir

D'un point de vue démographique, un afflux plus important d'immigrés, en particulier de jeunes, vers les pays avancés de l'hémisphère Nord paraît donc souhaitable, car il atténuerait la dépopulation, empêcherait une diminution de la main-d'œuvre disponible,

améliorerait le rapport de dépendance des personnes âgées et aurait des effets budgétaires positifs. Du point de vue des pouvoirs publics, cela signifie qu'il faut autoriser l'entrée d'un plus grand nombre de migrants, abaisser les autres obstacles à leur arrivée et planifier les apports migratoires futurs.

Or, ces dernières années, les États-Unis et l'Europe ont plutôt durci leurs politiques d'immigration et manifesté un scepticisme croissant à l'égard des immigrés. Notons que l'une des raisons de cette opposition pourrait être précisément d'ordre démographique.

Il est de plus en plus évident que les sociétés vieillissantes deviennent plus réticentes vis-à-vis des politiques d'ouverture à l'immigration et que, de manière générale, les personnes âgées ont une perception plus négative des immigrés que les jeunes (Schotte et Winkler, 2014). Ce sont pourtant elles qui auraient le plus à gagner d'un surcroît d'immigration : le système de retraite tendrait à être plus viable, les immigrés actifs ne menacent pas leurs emplois et travaillent en outre dans des secteurs de services qui les concernent souvent, par exemple les soins à la personne.

Mais la bonne nouvelle est que ces attitudes négatives sont moins une conséquence du « vieillissement » que le reflet de différences générationnelles et pourraient s'expliquer par le fait que les générations âgées actuelles en Europe et aux États-Unis ont été relativement peu exposées à l'immigration. En Europe, par exemple, les études montrent que les « milléniaux » et la génération Z ont une opinion plus positive des immigrés que leurs aînés. Comme la jeunesse actuelle sera exposée à une immigration plus nombreuse, si elle conserve cet état d'esprit en vieillissant et en acquérant un poids électoral plus important, elle soutiendra peut-être des politiques plus ouvertes en matière d'immigration. Les retombées démographiques positives de l'immigration pourraient alors vraiment se concrétiser. **FD**

GIOVANNI PERI enseigne l'économie et dirige le Global Migration Center à l'université de Californie (Davis).

Bibliographie :

Lewis, E., and G. Peri. 2015. "Immigration and the Economy of Cities and Region." In *Regional and Urban Economics* (vol. 5 in *Handbooks in Economics*), edited by G. Duranton, J. V. Henderson, and W. C. Strange, 625–85. Amsterdam: North-Holland.

Orrenius, P. M. 2017. "New Findings on the Fiscal Impact of Immigration in the United States." Working Papers 1704, Federal Reserve Bank of Dallas, Dallas, TX.

Ortega, F., and G. Peri. 2016. "The Effect of Income and Immigration Policies on International Migration." In G. Peri, *The Economics of International Migration* (vol. 49 in *World Scientific Studies in International Economics*), 333–60. Singapore: World Scientific.

Peri, G. 2016. "Immigrants, Productivity, and Labor Markets." *Journal of Economic Perspectives* 30 (4): 3–30.

Schotte, S., and H. J. Winkler. 2014. "Will Aging Societies Become More Averse to Open Immigration Policies? Evidence across Countries." SSRN Working Paper Series. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2535006>.